



Sauvez l'argent liquide !

Interview avec Richard Koller



Un lobby puissant pousse à l'abolition de l'argent liquide. L'économie l'encourage fortement dans cette voie et les risques qui en découlent sont la dépossession par des taux d'intérêt négatifs ainsi qu'un contrôle total. Richard Koller montre dans cette interview qu'il est important de payer en argent liquide - car si la Suisse préserve l'argent liquide, il sera également plus facile pour l'Europe de le conserver. C'est la seule façon de préserver la liberté.

[Interviewer :] Eliminer complètement l'argent liquide, des lobbies puissants y travaillent d'arrache-pied. Partout en Europe et surtout dans l'UE. Nous nous entretenons aujourd'hui avec un spécialiste de la question, qui met toute son énergie à éviter à la Suisse un tel sort et à sauver cette part de notre liberté. Nous saluons le délégué des "Schweiz-macher" et président du "Mouvement suisse pour la liberté", Richard Koller.

[Richard Koller :] Bonjour, je suis heureux d'être ici - au Palais fédéral - et je pense que ce que nous allons apprendre ici est passionnant.

[Interviewer :] La plupart des gens pensent que l'abolition de l'argent liquide est un problème qui ne se pose pas en Suisse. Qu'en pensez-vous ?

[Richard Koller :] C'est certainement une erreur. Si nous ne faisons pas attention, il est fort probable que nous en fassions un jour l'amère expérience. Les gens ne se rendent pas compte que l'argent liquide est en train d'être éliminé parce que ce n'est pas la politique qui élimine l'argent liquide - la politique ne fait tout simplement rien pour le préserver vraiment - c'est plutôt l'économie qui travaille à la disparition de l'argent liquide. Nous le voyons déjà sur les marchés de Noël - et sur d'autres marchés également. Nous le voyons dans les entreprises, les chaînes de boulangeries qui, tout à coup, n'acceptent plus d'argent liquide. Nous le voyons dans les restaurants qui fonctionnent également sans argent liquide. Avec le temps, l'économie réduira l'argent liquide jusqu'à le supprimer complètement, et ça s'accélère en ce moment avec les transports publics, où l'argent liquide n'est plus utilisé non plus. Les personnes qui paient en espèces ne peuvent donc plus acheter de ticket dans les transports publics. Tout cela réduit chez nous l'argent liquide. Et nous devons nous y opposer. Il y a aussi le fait qu'il existe des organisations internationales telles que la "Better than Cash Alliance", c'est-à-dire l'alliance "Mieux que l'argent liquide", créée en 2012 par la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation Ford, l'USAID [l'agence américaine pour le développement international] et d'autres grandes institutions importantes. L'objectif qu'ils se sont fixé est de réduire l'argent liquide - c'est-à-dire de le supprimer à l'échelle mondiale - et de le remplacer par de l'argent numérique. Ce qui est intéressant, et qui en dit long sur la Suisse, c'est que notre SECO - c'est-à-dire le Secrétariat d'État à l'économie - n'était certes pas présent en 2012 lors de la création de cette alliance, mais qu'il a commencé à dépenser deux millions pour l'abolition de l'argent liquide et qu'il a aussi reçu la mission de transférer toutes nos technologies et tout notre savoir-faire dans le domaine des transferts d'argent

numériques, en particulier aux pays émergents. On voit donc que l'abolition de l'argent liquide est un objectif auquel la Suisse participe en première ligne. Je pense qu'il serait donc un peu naïf de penser qu'ici, en Suisse, l'argent liquide ne sera pas supprimé. C'est pourquoi il est important que nous puissions ancrer l'argent liquide dans la Constitution.

[Interviewer :] Pourquoi au juste veut-on supprimer l'argent liquide ?

[Richard Koller :] Il y a plusieurs raisons à cela, mais l'une des principales raisons est la situation financière mondiale. La situation financière actuelle est telle que le monde est endetté. Et ce, à hauteur de trois fois le montant que la population mondiale est capable de produire annuellement. Et cela ne peut plus être remboursé. Cela signifie que l'humanité devrait travailler pendant trois ans, sans consommer de ressources, sans manger, pour que cette montagne de dettes puisse être remboursée. Et c'est là qu'il y aura à l'avenir, à un moment ou à un autre, un effondrement financier. La question n'est plus de savoir si celui-ci arrivera, mais quand. La situation financière mondiale actuelle va imploser. Et c'est bien sûr une raison pour les élites de supprimer l'argent liquide, afin de pouvoir contrôler les gens après cet effondrement financier, quand tout se sera écroulé, et de contrôler toute la situation financière de manière à ce qu'elle soit reconstruite dans leurs intérêts. Sinon, lorsque tout cela s'effondrera, des gens s'uniraient, des groupes, des pays s'uniraient et reconstruiraient les choses par eux-mêmes. Cela ne leur plairait pas. Ils sont d'ailleurs en train d'acheter tous les biens de valeur, les ressources. C'est-à-dire que toutes les mines d'or sont rachetées, que l'or est racheté, que l'argent est racheté, que les terres agricoles sont rachetées.

Aux Etats-Unis, Bill Gates est aujourd'hui le plus grand propriétaire de terres agricoles. Et cela montre bien que la bulle financière est en train de se dégonfler. Ça doit absolument être évité, de sorte qu'il y ait encore de l'argent liquide en circulation à la fin, pour que les gens puissent encore agir eux-mêmes et ne soient pas contrôlables. Et je pense qu'on voit aussi à quel point c'est grave dans les pays comme la Norvège, la Suède et le Danemark, qui n'ont plus d'argent liquide. Il est également possible d'utiliser cela comme un instrument de guerre aujourd'hui, par exemple avec la Suède, qui a moins de 10 % d'argent liquide encore en circulation. Il n'y aurait même plus besoin d'envahir le pays : il suffirait de leur couper l'électricité ou Internet. En l'espace de deux ou trois semaines, le pays serait économiquement à terre et probablement en guerre civile, parce qu'il s'agirait alors de ressources, c'est-à-dire de nourriture, et de tout. On voit là à quel point il est important de maîtriser la technologie numérique, et dans un tel cas de figure l'argent liquide serait très certainement une mauvaise chose. La Suède et la Norvège essaient maintenant de revenir sur leur position, car elles ont réalisé le risque qu'elles courrent. Mais cela n'arrivera pas, même si elles décident que l'économie doit à nouveau accepter l'argent liquide. Les gens n'ont pas d'argent liquide, l'argent liquide ne reprendra pas sa place comme ça et ces deux pays se trouvent vraiment dans une situation difficile.

[Interviewer :] Il y a bien une loi qui impose l'acceptation des billets et des pièces. Pourquoi l'argent liquide peut-il quand même être refusé ?

[Richard Koller :] En Suisse, c'est comme ça, nous avons effectivement dans la loi monétaire, dans la LUM, à l'article 3, que tout le monde doit en fait accepter l'argent en billets émis par la Banque nationale, et ce sans limite. Seulement, cet article est de nature dispositive, c'est-à-dire qu'il ne s'applique que lorsqu'il y a une action en justice. Si, par exemple, une boulangerie écrit "Nous n'acceptons pas d'argent liquide" et que le client entre

pour acheter quelque chose en sachant qu'on n'y accepte pas d'argent liquide, il n'y aura jamais de contrat, donc jamais de transaction. Et si aucune transaction n'a jamais eu lieu, on ne peut pas porter plainte en vertu de cette loi. Et c'est le problème de la loi dispositive : on ne peut pas du tout s'y opposer, et c'est pourquoi l'économie a le pouvoir de déterminer elle-même si elle veut accepter ou non de l'argent liquide.

[Interviewer :] L'initiative populaire "L'argent liquide, c'est la liberté" a reçu un contre-projet du Conseil fédéral. Quelle est la différence ?

[Richard Koller :] Nous, avec l'initiative populaire, nous demandons que la Confédération mette toujours à disposition des pièces et des billets en quantité suffisante. Et le contre-projet du Conseil fédéral dit maintenant que la Banque nationale est chargée de veiller à ce que l'argent liquide circule. Ce qui est bien sûr une énorme divergence - c'est un petit tour de passe-passe de la Confédération - parce que le problème qui se pose maintenant, c'est que toutes les espèces ne se valent pas. Parce que par "payer en espèces", je veux dire ne pas payer à crédit, c'est-à-dire ne pas payer sur facture ou sur une sorte de reconnaissance de dette ou quelque chose comme ça, mais je paie cash. Et en français et en italien, "Je paie cash" signifie "Je paie en espèces", mais en allemand cela signifie que je peux aussi payer par carte de débit [carte bancaire dont le montant est débité immédiatement ou dans les jours qui suivent]. C'est pourquoi il est possible pour la Confédération, avec la désignation que la Banque nationale doit garantir l'argent liquide, qu'elle ait alors l'astuce de pouvoir également mettre à disposition de l'argent liquide électronique et là, elle n'entre pas en conflit avec la Constitution fédérale. C'est pourquoi nous ne pouvons pas, en l'état actuel des choses, accepter le contre-projet de la Confédération - nous avons encore une votation en mars.

[Interviewer :] À quoi ressemblerait une monnaie numérique du futur ?

[Richard Koller :] Une monnaie numérique du futur serait probablement un mélange entre une crypto-monnaie et l'appli de paiement Twint. Cela signifie donc que ça fonctionnerait de telle manière que ça ne pourrait se faire que via un terminal numérique. Aujourd'hui, nous connaissons ça avec le téléphone portable. Il s'agit d'un terminal numérique et la monnaie, c'est-à-dire tout le processus du trafic des paiements, passerait par ce qu'on appelle un portefeuille - c'est-à-dire une bourse, un porte-monnaie - qui serait sur ce terminal numérique.

Et ce terminal numérique communiquerait avec la Banque nationale suisse, c'est ce que je pense. Chacun n'aurait plus qu'un seul compte - il n'y aurait plus de banques. Cela signifie que si nous voulons acheter quelque chose, d'abord nous devons nous rendre à l'endroit où nous sommes autorisés à le faire, et ensuite il faut que nous puissions acheter ce qui nous est ouvert - ou ce qui est à notre disposition - et uniquement pour le montant qui nous est autorisé, bien sûr. Nous serions donc absolument soumis à un contrôle.

[Interviewer :] Oui, vous avez déjà dit quelque chose, c'est ce que je voulais encore demander en complément : quels sont les dangers qui nous guettent sans argent liquide ?

[Richard Koller :] Eh bien, il y a beaucoup de dangers. Le plus grand danger est pour moi la dépossession par des taux d'intérêt négatifs, n'est-ce pas ? Christine Lagarde a déclaré en 2016 - on peut le lire dans le Blick [journal à sensation suisse], je crois que c'était le 14 avril, le Blick a écrit : "La seule raison pour laquelle les taux d'intérêt négatifs ne fonctionnent pas,

c'est parce que nous avons encore de l'argent liquide en circulation." Si, bien sûr, il n'y avait plus d'argent liquide en circulation, cela signifierait que les gens ne pourraient pas se défendre si la Banque nationale disait tout à coup : "Nous prélevons maintenant 10 % par an sur chaque compte, parce que nous en avons besoin pour l'administration." On n'aurait plus aucune autre possibilité pour acheter quoi que ce soit. Cela ne serait plus possible que par le biais de la monnaie numérique. Et c'est pour moi le plus grand danger. Donc je pense que les taux d'intérêt négatifs, et la dépossession arriveraient. Alors, bien sûr, il y a d'autres dangers. Un grand danger est bien sûr la dépendance, comme je l'ai dit précédemment, à l'électricité et à Internet. Donc, si quelque chose tombe en panne, immédiatement les opérations de paiements ne sont plus possibles. Ensuite, il faut ajouter que nous ne pouvons plus maintenir la résilience aux crises [capacité d'adaptation en cas de crise]. Cela signifie qu'en cas de crise - comme celle que traversent actuellement la Norvège et la Suède - il ne serait plus possible de continuer à travailler en raison de la perte d'argent liquide. Cela voudrait dire que si nous n'avions pas Internet, l'économie s'arrêterait. Elle s'arrêterait et ne fonctionnerait plus. Mais avec de l'argent liquide, nous pourrions au moins continuer à payer, oui, l'économie pourrait continuer à exister et les plus gros dégâts seraient évités. C'est un autre point important.

[Interviewer :] On entend souvent dire qu'on peut être totalement surveillé avec cette monnaie numérique. Est-ce que c'est vrai ?

[Richard Koller :] Oui, c'est certain. Donc ces monnaies numériques de banque centrale [CBDC], elles ont bien sûr en elles le fait qu'elles se trouvent sur les appareils numériques dans le Wallet [portefeuille numérique] et là, on peut bien sûr surveiller où on est, ce qu'on achète et à quel prix on l'achète. Et cela aurait pour conséquence que les gens seraient absolument contrôlables. Donc comme un système de crédit social tel que nous le connaissons en Chine, oui. De ce point de vue, c'est évidemment un très grand danger. Cela pourrait arriver, oui. Mais je pense que c'est quelque chose qui est déjà relativement connu dans la population.

[Interviewer :] Oui, bien, merci pour ça. Qu'est-ce que nous avons déjà réalisé en Suisse à ce sujet ?

[Richard Koller :] Donc, en Suisse, nous sommes très avancés, parce que grâce au fait que nous avons lancé les initiatives populaires - c'est-à-dire "L'argent liquide, c'est la liberté" - nous en sommes aujourd'hui au point où il s'agit de savoir quelle version d'une garantie de l'argent liquide doit être inscrite dans la Constitution. Nous allons bien sûr nous battre pour que ce soit notre version - avec des pièces et des billets - afin d'être sûrs qu'elle ne sera pas contournée par une astuce. Nous sommes bien plus avancés que dans toute l'Europe, et c'est bien sûr important pour l'Europe aussi. En effet, si nous parvenons à inscrire cela dans la Constitution suisse, il ne sera pas si facile de supprimer l'argent liquide en Europe, car il y aurait immédiatement une fuite de l'argent vers la Suisse. Si l'Allemagne disait : "Chez nous, il n'y a plus d'argent liquide", tout le monde retirerait immédiatement son argent liquide et l'apporterait en Suisse, car l'argent liquide y serait garanti. En Suisse, nous sommes bien sûr dans une situation confortable par rapport à l'étranger.

[Interviewer :] Et est-ce que cela suffit pour préserver l'argent liquide en Suisse ?

[Richard Koller :] Non, cela ne suffit pas, bien sûr, c'est seulement la Constitution. Comme je

l'ai dit au début, l'économie va supprimer l'argent liquide, et pour cela, il faut que nous, on paye avec de l'argent liquide, que l'économie ne puisse pas le supprimer. Donc, il faut que la Migros et la Coop n'installent pas tout d'un coup uniquement ces appareils Self Cash Out... ou comment on appelle ça... où chacun peut payer lui-même uniquement avec le numérique, mais nous devons continuer à payer beaucoup en espèces, même dans les restaurants et partout, afin que ce volume d'espèces reste élevé. En effet, Thorsten Hens, économiste financier, professeur à l'université de Zurich, a clairement déclaré qu'"avec 15 % d'argent liquide dans l'ensemble des transactions financières, l'argent liquide ne peut plus être sauvé". C'est ce qu'il a dit dans une interview à la SRF, en 2020, et ça montre bien qu'aujourd'hui - avec 25% - nous sommes déjà très proches de ce seuil et que nous devons nous y opposer. Je me réjouis donc que la population commence vraiment à payer à nouveau en espèces.

[Interviewer :] C'est justement la question suivante : Que peut faire la population, donc qu'est-ce qui doit encore être fait et qu'est-ce que nous pouvons aussi faire ?

[Richard Koller :] Donc, ce sont peut-être deux ou trois points qui sont maintenant essentiels. Pour l'essentiel, il y aura encore un débat au Conseil national en mars sur la proposition de Thomas Burgherr. En plus de notre initiative populaire, il veut aussi l'acceptation dans l'économie - ce n'est donc pas l'obligation d'accepter, c'est une acceptation, une acceptation générale - qu'il veut dans la Constitution. Nous allons maintenant les soutenir. Notre association "Schweiz-macher" a lancé une pétition pour que de nombreuses personnes puissent la signer. Je vous conseille de vous rendre sur www.schweiz-macher.ch pour signer la pétition. Nous avons également incité les associations de personnes âgées - c'est-à-dire les grandes associations de personnes âgées avec 280 000 membres - à nous soutenir pour que cette proposition soit adoptée par l'Assemblée nationale et le Conseil des États. Ensuite, il y a bien sûr le fait que nous devons passer au vote. Nous sommes donc très heureux d'être soutenus financièrement, car nous ne pouvons pas nous passer de finances. Les autres ont des milliards - donc nous avons vraiment besoin de beaucoup d'argent pour avoir une chance lors du vote et ce qui est le plus important c'est que la population se déplace vraiment avec de l'argent liquide et paie en liquide.

Oui, de mon côté, je voudrais vraiment profiter de l'occasion pour demander à tous nos citoyens de payer à nouveau en espèces aussi souvent que possible à l'avenir - peut-être aussi de préférer les magasins qui acceptent encore l'argent liquide à ceux qui n'en acceptent plus, car ce sujet est très, très, très important, que nous puissions conserver l'argent liquide en Suisse. Il est important pour nos enfants et pour nous que nous puissions continuer à vivre en liberté. Merci beaucoup !

[Interviewer :] Oui merci beaucoup, Monsieur Koller, vous m'avez convaincu. Je continuerai aussi à payer en espèces, car je veux aussi préserver l'argent liquide, qu'il nous reste. Et merci de vous engager ainsi, Monsieur Koller, et nous vous souhaitons le meilleur pour la suite de votre travail.

[Richard Koller :] Merci beaucoup et bonne continuation à vous aussi dans votre travail. Merci beaucoup.

de -

Sources:

Pétition pour l'acceptation de l'argent liquide en Suisse
<https://schweiz-macher.ch/bargeld-petition/>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#SystemeFinancier - L'argent dirige le monde... - www.kla.tv/SystemeFinancier

#ArgentLiquide - Argent liquide - www.kla.tv/ArgentLiquide

#Suisse - www.kla.tv/Suisse

#Interviews-fr - Interviews - www.kla.tv/Interviews-fr

#Economie - www.kla.tv/Economie

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ peu entendu, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  Licence Creative Commons avec attribution

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.